

DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

VILLE DE BASSE-TERRE

MAISON D'ARRÊT DE BASSE-TERRE

**ETUDE DE FAISABILITE POUR LA PROTECTION DES
COURS DE PROMENADE DU BATIMENT D**

**DOSSIER PRO
CCTP PARTIE COMMUNE**

16/06/2025

MAITRE D'OUVRAGE



MABT
6, Boulevard Félix Eboué
97103 BASSE-TERRE

Tél : 0590 99 44 20

MAITRISE D'ŒUVRE



DELTA INGÉNIERIE SAS
1 Immeuble Marie-Galante - Moudong Sud
97122 BAIE-MAHAULT

Tél : 0590 32 06 16
delta.ing971@orange.fr

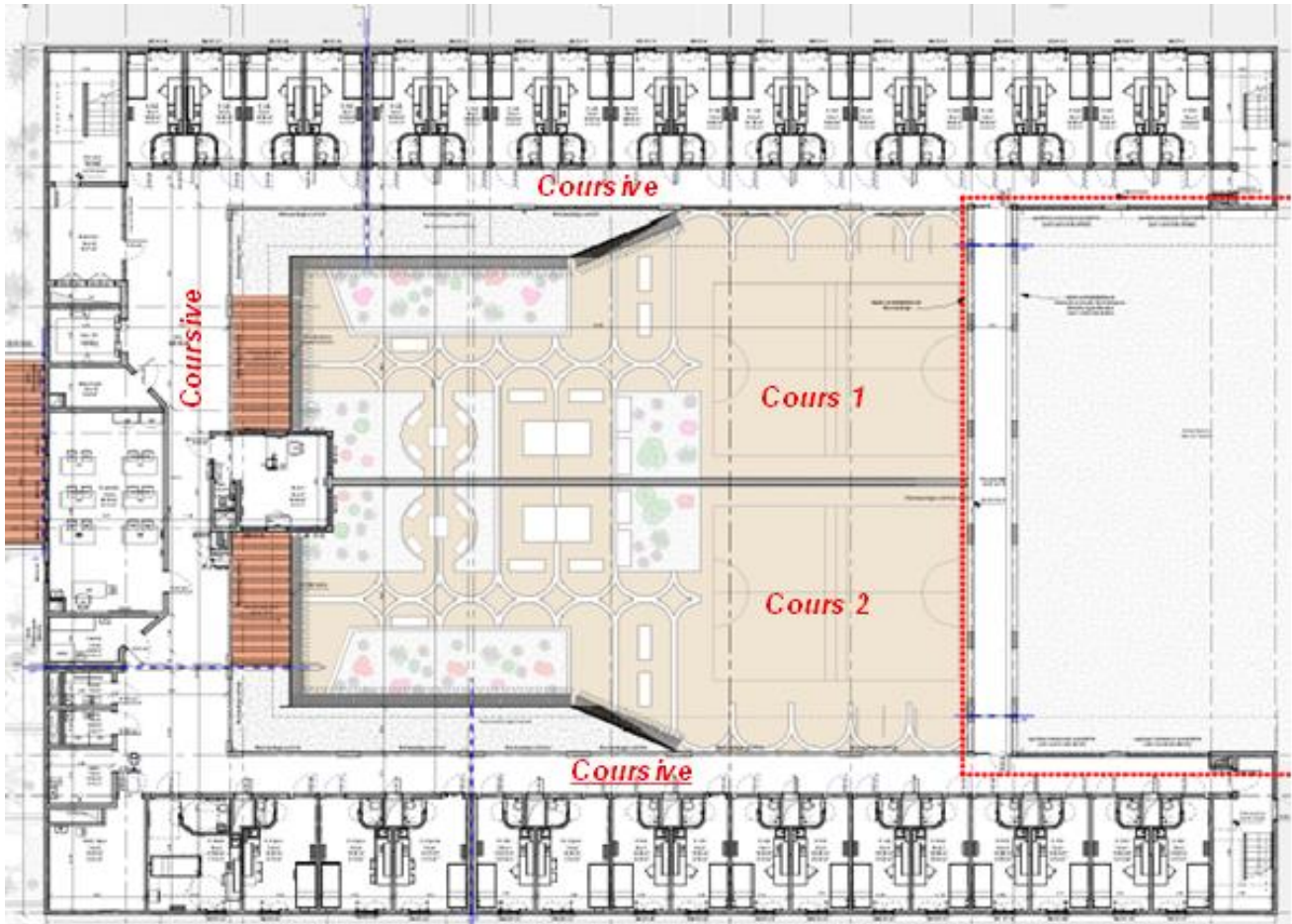
SOMMAIRE

1.	PRESENTATION DE L'OPERATION.....	2
2.	PIECES GRAPHIQUES ET ECRITES	3
3.	PREAMBULE	3
4.	OBLIGATIONS.....	3
5.	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX	4
6.	OBSERVATIONS SUR LA REDACTION DU CCTP	4
7.	ETENDUES DES PRESTATIONS.....	5
8.	MISSION ET RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR	5
9.	MARQUES ET REFERENCES CITEES	6
10.	REMISE DES PRIX.....	6
11.	QUALITE DES TRAVAUX.....	7
12.	QUALITE ET MISE EN OEUVRE DES MATERIAUX ET FOURNITURES	7
13.	ECHANTILLONS, LOCAUX ET OUVRAGES TEMOINS	8
14.	PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES COMMUNES A TOUS LES LOTS	8
15.	DOCUMENTS GRAPHIQUES	9
16.	DOCUMENT D'EXECUTION	10
17.	RELATION AVEC LES SERVICES OFFICIELS, COMPAGNIES CONCESSIONNAIRES ET SERVICES TECHNIQUES INTERIEURS.....	10
18.	DOCUMENTS DONNANT CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX EXECUTES.....	11
19.	INSTALLATION DE CHANTIER	11
20.	TABLEAU DES INTEMPERIES	11
21.	DOCUMENTS DE CHANTIER.....	11
22.	LEVAGES	12
23.	COORDINATION ET PILOTAGE.....	12
24.	ORGANISATION COLLECTIVE ET MATERIELLE DU CHANTIER	12
25.	TRANCHEES, PERCEMENTS, TROUS, SCELLEMENTS, FIXATIONS, CALFEUTREMENTS ET RACCORDS	12
26.	EPUISEMENTS (éventuels).....	12
27.	EVACUATION PROVISOIRE DES EAUX PLUVIALES (éventuelles).....	12
28.	BRANCHEMENTS PROVISOIRES	12
29.	VOIES D'ACCES.....	12
30.	SANITAIRES DE CHANTIER.....	12
31.	LOCAUX ET BARAQUEMENTS DE CHANTIER.....	12
32.	TELEPHONE - MODEM.....	12
33.	CLOTURE ET PALISSADE DE CHANTIER	12
34.	FERMETURES PROVISOIRES DES BATIMENTS.....	12
35.	GARDIENNAGE.....	13
36.	PANNEAU DE CHANTIER - PUBLICITE	13
37.	IMPLANTATIONS DES OUVRAGES.....	13
38.	TRAITS DE NIVEAU	13
39.	PHOTOS.....	13
40.	NETTOYAGE DU CHANTIER.....	13
41.	COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	13

1. PRESENTATION DE L'OPERATION

Le ministère de la Justice souhaite la mise en œuvre d'une structure câblée servant de support à un filet qui permettra de protéger les deux cours de promenade du bâtiment D de la maison d'arrêt de Basse-Terre (MABT) contre les projections d'objets depuis l'extérieur et depuis les coursives de ce bâtiment.

Ci-dessous une vue en plan du bâtiment D avec ses deux cours de promenade.



Deux propositions ont été étudiées :

- La solution d'un Filet plat
- La solution d'un Filet en forme de Pyramide

MAITRISE D'OUVRAGE :

MABT

6, Boulevard Félix Eboué
97103 BASSE-TERRE
Tél. : 0590 99 44 20

MAITRISE D'ŒUVRE :

DELTA INGENIERIE SAS

1 Immeuble Marie-Galante Tél. : 0590 32 06 16
Moudong Sud
97122 BAIE-MAHAULT

2. PIECES GRAPHIQUES ET ECRITES

2.1 PIECES GRAPHIQUES

Voir sommaire du présent dossier.

2.2 PIECES ECRITES

- CCTP n°01 Câbles et filet
- Note de calcul de la structure câblée
- Note justificative de la reprise des efforts par l'existant
- DPGF
- Planning

3. PREAMBULE

• Le présent CCTP a pour but de faire connaître le programme général de construction et le mode de bâtir. Il est expressément convenu que chaque entreprise ou groupement d'entreprise est désigné, ci-après l'entrepreneur.
Les plans techniques doivent être lus en fonction des plans du Maître d'œuvre.

**Bien que classé par corps de métiers, le présent C.C.T.P. forme un ensemble qui ne peut être dissocié, chaque entrepreneur devant prendre connaissance de la totalité du dossier.
En conséquence, aucun entrepreneur d'un corps de métier ne pourra prétendre ignorer les prestations d'une entreprise d'un autre corps de métiers.**

Dans le cas de contradiction entre les prescriptions générales communes à tous les corps de métiers et les clauses techniques particulières applicables à chacun des lots, **ce sont les plus contraignantes qui prévalent.**

L'entrepreneur suppléera par ses connaissances professionnelles aux éléments qui pourraient être mal indiqués ou omis dans les plans et CCTP de même qu'il devra rétablir les incohérences entre les différents documents en chiffrant les indications les plus contraignantes (en dérogation à l'article 3.12 du CCAG).
Il est expressément stipulé que ces descriptions et indications n'ont pas de caractère limitatif et que l'entrepreneur devra prévoir tous les travaux de chacune des spécialités, nécessaires au parfait achèvement des constructions.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, arguer des erreurs ou omissions aux plans et CCTP pour se dispenser d'exécuter intégralement tous les ouvrages nécessaires à l'achèvement des travaux et installations, de même qu'aucun supplément ne sera accepté à ce titre après la remise de son offre.

• L'entrepreneur travaillera en milieu carcéral.
Il prendra donc toutes les mesures nécessaires afin de limiter au mieux les nuisances du chantier (nuisances acoustiques et vibratoires, pollution visuelle...).

4. OBLIGATIONS

Chaque entrepreneur contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux de sa profession, nécessaires au complet achèvement de la construction projetée, conformément aux Règles de l'Art de bâtir et aux règlements en vigueur (sécurité des personnes, acoustique, thermique ...), quand bien même, il n'en serait pas fait mention à la partie traitée, si ces fournitures et façons sont nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

Les entreprises ne pourront se prévaloir d'une interprétation tendancieuse ou erronée d'un détail pour prétendre ne pas en devoir l'exécution.

Aucune majoration ne pourra être admise dans les limites où les éléments nécessaires pourront être recueillis sur place ou découler des précisions données au présents CCTP en ce qui concerne l'emplacement du chantier, les sujétions spéciales, etc. et dans tous les cas où les connaissances professionnelles de l'entrepreneur pourront suppléer aux lacunes, erreurs ou omissions des plans et du CCTP.

Pendant toute la durée de l'accomplissement de son marché et avant même l'exécution de ses travaux, l'entrepreneur est tenu d'une obligation de conseil et de renseignements vis-à-vis du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage.

L'entrepreneur doit formuler des réserves dès lors que sa compétence lui permet de se rendre compte que les **insuffisances présentées par les travaux effectués** par les autres entrepreneurs peuvent avoir des conséquences dommageables concernant l'ouvrage qu'il est lui-même chargé d'exécuter.

Les **réserves doivent être formulées dans** un délai permettant la reprise ou la modification des ouvrages dans le cadre normal du calendrier du chantier.

5. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX

L'entrepreneur est réputé, pour l'exécution des travaux, avoir préalablement à la remise des offres :

Pris pleine connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que du site, du terrain d'implantation des ouvrages, des bâtiments existants ou mitoyens et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.

Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance et de leur particularité.

Procédé à une visite détaillée du terrain et du bâtiment existant ou des bâtiments mitoyens et pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des travaux à pieds d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication et de transport, lieux d'extraction des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, voisinages, etc. ...).

Contrôlé toutes les indications des documents de consultation, notamment celles données par le CCTP, les plans et dessins, recueilli tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère publics (Service des Ponts et Chaussée, Service Municipaux, Services des Eaux, Électricité de France, France Télécom, etc. ...).

6. OBSERVATIONS SUR LA REDACTION DU CCTP

Les plans et le CCTP se complètent réciproquement.

Dans tous les cas, chaque entrepreneur ou sous-traitant est tenu de consulter les plans et les détails fournis à l'appui du présent CCTP et de prendre connaissance de la totalité du CCTP.

Il ne pourra jamais prétendre les avoir ignorés, par conséquent, pour tel chapitre, il ne peut se prévaloir d'une omission dans les pièces écrites du dit chapitre, si celles d'un autre chapitre donnent des indications sur l'ouvrage.

Cet ouvrage ou partie d'ouvrage est dû et exécuté par l'entrepreneur spécialiste pour lequel l'ouvrage ou la partie d'ouvrage est traditionnellement du ressort et réalisé par analogie avec les ouvrages ou parties d'ouvrages décrits.

Toutes discordances éventuelles devront être signalées au Maître d'œuvre en temps utile. Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans et détails.

En cas d'erreurs, d'imprécisions ou de manque de côtes, les entrepreneurs devront le signaler au Maître d'œuvre qui donnera toutes les précisions nécessaires.

En cas d'erreurs, ou d'oublis de l'entrepreneur en cours d'exécution de ses travaux, l'entrepreneur sera tenu pour responsable de ses erreurs ou oubli, ainsi que des modifications qu'ils entraîneraient pour tous les corps de métier.

Il est bien précisé que la clause de priorité prévue au Cahier des Clauses Administratives Générales entre les plans et le CCTP n'a pas pour but d'annuler la confection d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre.

Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction.

En conséquence, tout ouvrage figurant aux plans et non écrit au présent descriptif est formellement dû, et vice et versa.

Le CCTP de chaque corps de métiers n'indique que, d'une manière générale et sans caractère limitatif, la description des ouvrages, à charge par les entrepreneurs, en tant que spécialistes, de la compléter eux-mêmes et de prévoir, dans leurs dépenses pour les travaux de leur chapitre tout, ce qui normalement doit entrer dans le prix d'une consultation exécutée conformément aux règles de l'Art.

En conséquence, les soumissionnaires devront

- se rendre sur place,
- étudier et établir les détails d'exécution,
- combler, s'il s'en trouve, toutes les lacunes qui pourraient apparaître en cours d'étude et de les signaler au Maître d'œuvre,
- remettre, dans les conditions fixées au cahier des charges particuliers et compte tenu des données générales du projet, un prix global excluant toutes équivoques.

7. ETENDUES DES PRESTATIONS

Les prestations de l'entrepreneur comprennent les fournitures, le transport et la mise en œuvre nécessaires à la réalisation des ouvrages tel qu'il est décrit au chapitre, et à la parfaite livraison du bâti à sa destination.

Notamment, sont à sa charge :

La fourniture et le transport à pied d'œuvre de ses matériaux, leur mise en place et leur montage définitif, le réglage et la mise en marche de ses appareils, les essais de l'installation, l'enlèvement du matériel en excès et le nettoyage du chantier, les aménagements nécessaires pour le stockage de ses fournitures, la réalisation des trous et percements non réservés avant coulage du béton, les scellements, les saignées et les raccords, la protection antirouille des parties métalliques, l'installation éventuelle d'échafaudage, la protection mécanique de ses ouvrages jusqu'à la réception, les plans, croquis, notes de calcul de ses ouvrages.

8. MISSION ET RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur doit vérifier que les stipulations des pièces de son marché sont conformes à l'Art de bâtir et aux règles de la profession.

Il doit appeler l'attention du maître d'ouvrage sur les inconvénients qui pourraient résulter des ordres reçus soit pour ses travaux, soit pour ceux des autres corps de métiers.

La fourniture des matériaux et leur mise en œuvre étant de l'essence même de la profession d'entrepreneur, ce dernier en est le seul **responsable vis à vis du maître de l'ouvrage et est tenu responsable** des désordres pouvant résulter de l'une ou l'autre cause de leur réunion, sans pouvoir se décharger au préjudice du maître d'ouvrage de tout ou partie de cette responsabilité.

Si le maître d'œuvre imposait, soit lors de la signature du marché, soit au cours des travaux, l'emploi d'articles ou d'objets de fabrication spéciale au sujet desquels l'entrepreneur aurait formulé des réserves écrites et motivées, la responsabilité de celui-ci ne pourrait porter que sur la mise en œuvre, à l'exclusion des conséquences directes ou indirectes de l'emploi dont il s'agit.

Il appartient à l'entrepreneur de provoquer, en cours de travaux, la remise par le maître d'œuvre et par le bureau d'études de tous les documents et renseignements utiles pour compléter son projet et réaliser son ouvrage.

L'entrepreneur s'engage à exécuter tous les travaux nécessaires à la livraison de l'ouvrage complètement achevé et en état de marche, de manière que celui-ci, offre les mêmes caractéristiques de durée et de fonctionnement, compte tenu de l'état actuel des connaissances techniques.

Il doit également proposer, en temps utile, au maître d'œuvre et au bureau d'études, toutes les modifications du projet ou aux ordres reçus qui seraient de nature à améliorer la qualité de ses travaux ou celles de l'ensemble du bâtiment.

Si le matériel proposé par l'entrepreneur ne reçoit pas l'agrément du maître d'œuvre, il sera automatiquement remplacé par celui initial prévu. Il ne sera accordé aucun supplément de prix, dans ce cas-là.

L'installateur devra soumettre à l'approbation du maître d'œuvre, en double exemplaire, les plans d'exécution et notes de calcul de l'installation.

9. MARQUES ET REFERENCES CITEES

Les références de matériaux données dans le cours des descriptions n'ont pas pour objet d'imposer ces articles, mais simplement d'en faire connaître les caractéristiques essentielles.

Les marques commerciales et les types des appareils ou matériaux explicitement notifiés dans les devis descriptifs constituent la référence de base de la qualité minimale exigée.

Les entrepreneurs ont toujours la possibilité de proposer au maître d'œuvre des matériaux d'aspect, de dimensions et de qualité au moins équivalents à ceux énoncés dans les CCTP.

Dans ce cas, la liste des matériaux proposés doit être jointe à l'appui de la proposition de l'entreprise, accompagnée de toutes documentations nécessaires.

En l'absence de cette liste, le maître d'œuvre est toujours en droit d'exiger les matériaux cités aux CCTP.

Pour des raisons de gestion de stock, de maintenance et d'homogénéité de prestations, le dossier de consultation (solution de base avec les produits industriels mentionnés dans le descriptif.

10. REMISE DES PRIX

Les entrepreneurs devront obligatoirement répondre aux conditions stipulées dans le présent descriptif.

Les offres seront présentées sous forme de bordereau quantitatif estimatif indiquant No article, Désignation, Prix unitaire, Quantité, Prix Total (Avec sous totaux par paragraphes).

Les numéros d'articles devront impérativement correspondre à ceux du chapitre « Description des ouvrages » avec, éventuellement des sous détails.

Les articles non décrits restent dus au titre de la prestation et sont présumés inclus dans le prix total.

Les travaux en options seront obligatoirement chiffrés.

Les quantités données par l'entreprise ne sont pas contractuelles, les prix unitaires et le forfait total sont contractuels.

Dans son offre, l'entrepreneur devra incorporer en fin de bordereau, le montant global de l'incidence financière des postes ci-après :

- Travaux préparatoires, d'installation de chantier, échafaudages, protections, nettoyages, remises en état etc...
- Travaux accessoires non compris dans le CCTP mais nécessaires à la bonne réalisation, au respect des Normes et Règlements et au bon achèvement des ses ouvrages.
- Plans d'exécution, documents graphiques, notes de calcul, etc...
- Travaux mal indiqués ou omis dans le CCTP mais nécessaires au bon achèvement de ses ouvrages.
- Erreurs dans les quantités du quantitatif éventuellement proposé.

Pour ces deux derniers postes comme prévu ci avant, l'entrepreneur devra suppléer par ses connaissances professionnelles aux éléments qui pourraient être mal indiqués ou omis sur les plans

ou dans le CCTP de même qu'il devra rétablir les incohérences entre les différents documents en chiffrant les indications les plus contraignantes sachant qu'aucun supplément ne sera accepté à ce titre après la signature du marché.

Pour ne pas être **pénalisé**, l'entrepreneur pourra **détailler en annexe**, ce montant global forfaitaire afin de permettre à la maîtrise d'œuvre de comparer objectivement son œuvre.

IMPORTANT : Dans le cas où l'entrepreneur ne prévoit aucun montant forfaitaire en fin de bordereau, l'ensemble des prestations ci-dessus sera considéré comme inclus dans le montant global des travaux.

11. QUALITE DES TRAVAUX

Les ouvrages doivent être d'excellente qualité, conformes en tous points aux règles de l'Art, exempts de toutes malfaçons et présenter toute la perfection dont ils sont susceptibles. S'ils ne satisfont pas ces conditions, ils sont refusés, démolis et remplacés aux frais de l'entreprise responsable.

Celle-ci est également responsable vis à vis du maître de l'Ouvrage des fautes et malfaçons commises par ses agents ou ouvriers dans la fourniture et l'emploi des matériaux.

12. QUALITE ET MISE EN OEUVRE DES MATERIAUX ET FOURNITURES

Les spécifications de la solution de base permettent à l'entrepreneur de situer le niveau de qualité des matériels à employer. Il sera possible de proposer au maître d'œuvre des matériaux et matériels équivalents. **Dans ce cas, la liste des matériaux proposés doit être jointe à l'appui de la proposition de l'entreprise, accompagnée de toutes documentations nécessaires.**

Elles doivent satisfaire aux dispositions des Normes Françaises homologuées. Si le Maître d'œuvre, suivant des stipulations particulières du Marché, impose à l'entrepreneur de s'approvisionner en certains matériaux, éléments ou ensembles, auprès de certains fournisseurs désignés par lui, cet entrepreneur n'en devra pas moins s'assurer que ce matériau, élément ou ensemble répond aux conditions de qualité prescrites.

L'entrepreneur est tenu de produire toutes justifications de provenances et de qualité de matériaux et de fourniture tous les échantillons qui lui seraient demandés en vue des essais imposés dans chaque cas particulier par le CCTP.

Dans tous les cas où les mots « équivalent » ou « similaire » sont employés dans le CCTP, les entrepreneurs doivent soumettre le produit à substituer et le nom du fabricant au Maître d'œuvre qui apprécie s'il y a équivalence ou similitude.

Les matériaux, matériels et appareillages faisant l'objet d'un agrément ou d'un label de qualité, doivent avoir obtenu le label.

Chaque entrepreneur doit vérifier la bonne exécution de ses ouvrages aux prescriptions particulières et générales du marché avant de les présenter à l'acceptation du Maître d'œuvre ou à la réception par le Maître de l'Ouvrage.

Chaque entrepreneur doit vérifier la bonne exécution des ouvrages dont il a la charge ainsi que de ceux nécessaires à la bonne mise en œuvre de ses prestations.

Les observations faites en cours de travaux par le Maître d'œuvre sur la défectuosité de tel ouvrage ne signifie pas qu'il considère tous les travaux comme acceptables, mais seulement qu'il a pu se rendre compte, sur l'exemple considéré, que l'entrepreneur n'avait pas parfaitement rempli sa mission de contrôle.

La qualité des matériaux et leur mise en œuvre doivent respecter les règles d'hygiène parmi lesquelles l'accent est mis sur :

- L'absence de plis, replis, formes complexes favorisant l'accumulation de dépôts.
- La résistance au nettoyage intensif.
- La facilité de nettoyage.

13. ECHANTILLONS, LOCAUX ET OUVRAGES TEMOINS

Avant toute commande, l'entrepreneur devra soumettre à l'agrément du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre, les échantillons des appareils et matériaux qu'il compte utiliser conformément au cahier des charges.

Il sera loisible de proposer, en variante toutes marques d'appareils et matériaux de qualité au moins équivalente, en joignant à la proposition les références, caractéristiques, et toutes garanties d'essais et d'homologations, ainsi que les incidences qu'entraîneraient leurs utilisations sur les autres corps de métiers.

A défaut de l'assentiment du maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre, l'entrepreneur sera tenu

- Soit de placer les appareils et matériaux prévus en projet de base,
- Soit de faire modifier, à ses frais, les ouvrages nécessaires résultant de modifications apportées par ses soins.

Pour la présentation, l'entrepreneur établira un dossier technique donnant la liste de tous les produits qu'il compte mettre en œuvre avec Avis technique, PV d'essais et de classement, les gammes de coloris. A partir de ce dossier, une liste d'échantillon sera établie en vue de présenter les produits.

Les échantillons seront étiquetés et conservés au bureau de chantier, ils seront rendus à l'entreprise en fin de travaux.

Les frais **correspondants à ces dépenses sont réputés** inclus dans les propositions des entreprises.

L'entrepreneur doit présenter les locaux ou ouvrages témoins dans le cadre des délais fixés au planning général.

Tous les ouvrages présentés à titre de témoin sont remis en conformité avec les prestations retenues et en parfait état au moment de la réception ou démolis aux frais de l'entrepreneur.

14. PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES COMMUNES A TOUS LES LOTS

Les ouvrages et matériaux mis en œuvre devront être conformes aux prescriptions des documents ci-après.

En plus des plans et du CCTP (sans que cette liste soit limitative), étant entendu que sera pris en considération la dernière édition des textes, applicable à la date de consultation

- Norme NF 03-001.
- Cahiers des charges DTU et les règles DTU, ainsi que leurs annexes, modificatifs, additifs aux erratums.
- Cahier des prescriptions Provisoires ou Techniques isolées éditées par le CSTB, ayant valeur de cahier Charges DTU.
- Les Normes Françaises de l'AFNOR.
- Le Répertoire des Éléments et Ensembles Fabriqués du bâtiment (REEF).
- Règles professionnelles et Avis techniques du CSTB.
- Règles « Antilles » établies par le Bureau VERITAS.
- Les lois, arrêtés, décrets, relatifs à la protection des bâtiments contre l'incendie, à l'isolation phonique et thermique, etc...

La liste de textes indiqués ci-après ne revêt aucun critère exhaustif, elle est simplement un rappel des principaux textes de référence.

L'entrepreneur ne saurait se prévaloir de l'omission d'un texte réglementaire pour prétendre s'y soustraire. Il est en effet censé connaître l'ensemble de la réglementation en vigueur.

14.1 PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Arrêté du 28.08.1991 modifiant l'arrêté du 30 juin 1983 : classification des matériaux, éléments de construction par catégorie selon leur comportement au feu, définition des méthodes d'essai.

- Code de la Construction et de l'Habitation : article R 123.1 et R 123.52.

- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du Règlement du Sécurité contre les risques d'incendies et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté du 6 janvier 1983 (modifié les 24/01/87, 10/07/87, 31/05/90), sécurité contre l'incendies Etablissement de Plein Air.
- Décret N°069 596 du 14.06.1969 (Règles Générales de Construction).
- Les instructions Techniques N°246 à 249 et 263.
- Arrêté du 10.09.1970 relatif à la classification des façades vitrées par rapport au danger d'incendie.
- Décret N°57.1181 les 17.10.1957 portant sur les classifications des matériaux et les éléments de construction par rapport au danger d'incendie.
- Les textes et règlements officiels relatifs à la sécurité incendie dans les établissements ERP de la 2^{ème} et 3^{ème} catégorie.

14.2 RÈGLES PARASISMIQUES ET ANTICYCLONIQUES

La structure devra être conforme :

- aux règles EC8 des Documents Techniques Unifiés (ouvrage situé en zone 5),
- aux règles EC1 des Documents Techniques Unifiés.

Il importe de préciser que cet équipement devra résister à des vents cycloniques.

14.3 ACCESSIBILITÉ AUX PERSONNES HANDICAPÉES

Sans objet.

14.4 REGLES GENERALES DE CONSTRUCTION

Code de la Construction et de l'Habitat du 23 février 2014.

Réglementation relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

14.5 REGLEMENT SANITAIRE

Le règlement sanitaire départemental type, annexé à la circulaire du 20 janvier 1983 du Ministère de la Santé et de la Famille et modifié.

NOTA : bien que ces documents ne soient pas joints, ils sont censés être connus des entrepreneurs et font partie intégrante des pièces contractuelles du Marché.

Les entrepreneurs seront donc tenus de se conformer aux spécifications générales et documents techniques y figurant.

Dans le cas où les ouvrages décrits au CCTP pourraient différer ou comporter des indications opposées à celles des normes citées, l'entrepreneur devra toujours en informer le Maître d'œuvre.

15. DOCUMENTS GRAPHIQUES

15.1 VERIFICATION DES DOCUMENTS GRAPHIQUES

Les entrepreneurs sont tenus, avant toute exécution, de vérifier tous les documents graphiques qui leurs sont remis.

Ils signaleront en temps utile au Maître d'œuvre les dispositions qui ne leur paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation, l'usage auquel les ouvrages sont destinés.

En cas d'erreurs, d'insuffisance de côtes, les entrepreneurs devront en référer au Maître d'œuvre qui fera lui-même les mises au point ou rectifications nécessaires.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans établis par le Maître d'œuvre.

Les entrepreneurs resteront seuls responsables des erreurs, ainsi que des modifications qu'entraîneraient pour eux et pour les autres corps d'état, un oubli ou l'inobservation de cette clause.

Les plans de détails établis à plus grande échelle, prévaudront sur les autres.

15.2 COMPARAISON ENTRE PLUSIEURS DOCUMENTS DU DOSSIER TECHNIQUE

Pour être valable, une indication portée sur un document n'a pas nécessairement à être reprise sur les autres documents définissant les ouvrages. En conséquence, le fait qu'une indication figure sur un de ces documents et pas sur un autre, ne doit pas être interprété comme une discordance entre ces deux documents et c'est la plus contraignante qui doit être prise en compte.

16. DOCUMENT D'EXECUTION

Les plans d'exécution, de préfabrication éventuels des ouvrages et leurs spécifications techniques détaillées complémentaires seront établis par l'entreprise et soumis, avec les notes de calcul correspondantes, au visa des Maîtres d'œuvre et au Bureau de Contrôle Technique avant commande, mise en fabrication ou exécution.

Le visa du Maître d'œuvre n'indique que la conformité aux dispositions descriptives et graphiques du marché ; les entreprises restent responsables en cas d'erreurs non signalées dans les documents de base ou d'erreurs dans les documents d'exécution.

L'entreprise demeurera donc entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourront résulter de ses plans.

Tout entrepreneur doit fournir, en temps utile, les précisions relatives aux ouvrages du corps de métier dont il a la charge dans le présent marché et dont l'exécution est liée à des sujétions communes à divers corps de métiers. L'entreprise ne pourra arguer d'un manque de renseignement dû à une autre entreprise, étant tenu de la provoquer en temps utile.

Tout changement imposé par le Maître d'œuvre et le Bureau de Contrôle, à quelque moment que ce soit, ne pourra changer en rien le prix de la soumission de l'entrepreneur, si celui-ci ne présente pas en temps utile des objections écrites et motivées. Les frais d'études sont réputés inclus dans les modifications en plus ou en moins de la masse des travaux qui en résulte.

Si les entreprises omettent de soumettre au Maître d'œuvre les documents visés au présent article -, ils sont entièrement responsables des conséquences de ces omissions.

Ils sont également responsables du retard dans l'exécution des travaux résultant de la remise tardive de document résultant de leur mise au point.

Les entrepreneurs doivent :

- Tous les plans d'exécution, de préfabrication et d'atelier de leurs ouvrages, les notes de calculs, les détails
- La diffusion de tous documents nécessaires à l'étude des autres corps de métiers dans un délai permettant l'élaboration des documents définitifs.

17. RELATION AVEC LES SERVICES OFFICIELS, COMPAGNIES CONCESSIONNAIRES ET SERVICES TECHNIQUES INTERIEURS

L'entrepreneur doit se mettre en rapport avec tous les services intéressés et en obtenir tous renseignements utiles pour l'exécution des travaux.

Il doit se soumettre à toutes les vérifications et visites des agents de ces services ou des organismes désignés par eux.

Il doit fournir tous les documents, toutes les pièces justificatives demandés.

Il doit :

- Obtenir tous les accords nécessaires, tant pour les installations faisant partie de la concession que pour les installations intérieures.
- Transmettre au Maître d'Ouvrage tous les renseignements qu'il a recueillis au cours de ces contacts et qui concernent, soit la construction, soit l'exécution des travaux qui ne sont pas à sa charge, soit l'exploitation des installations.

- Obtenir tous les certificats de conformité nécessaires et régler tous les frais nécessaires pour les opérations de contrôle ou de vérification, signaler aux services intéressés et dans les délais réglementaires, les dates de commencement et de finition de chacune de ses interventions.

L'entrepreneur doit, au moment opportun, de son propre chef, effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents afin d'obtenir, en temps voulu, la mise en service des installations,

Tout retard dans la mise en service du bâtiment ou des équipements générés par l'inobservation de cette règle sera imputable à l'entreprise.

Il doit enfin se procurer et remplir les formulaires nécessaires, les faire signer par le Maître d'Ouvrage et les remettre aux services ou organismes intéressés.

Il est rappelé que l'entrepreneur est responsable des contraventions de toutes natures qu'il peut encourir du fait de la non-observation des règlements de voiries et qu'il doit en conséquence faire toutes les démarches utiles auprès des services compétents.

18. DOCUMENTS DONNANT CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX EXECUTES

Conformément aux termes du CCAP, lors de la réception, en fin de chantier, chaque entrepreneur fournira en 4 exemplaires une documentation technique complète sur les ouvrages exécutés par lui, plus un exemplaire reproductible pour les pièces graphiques.

Dessins correspondant à la série des plans contractuels et aux dessins de détails établis en cours d'exécution.

Seront fournis également les schémas d'installation avec indication des appareils et équipements, les notices d'entretien, ainsi que la liste des appareils de type spécial et de certaines de leurs pièces en vue de leur remplacement éventuel, indiquant la désignation exacte, le nom et l'adresse des fournisseurs.

19. INSTALLATION DE CHANTIER

Les installations seront conformes aux termes du PGCSPPS et seront étudiés avec le Maître d'Ouvrage.

Ces installations seront portées sur le PPSPS établi par l'entrepreneur.

20. TABLEAU DES INTEMPERIES

Chaque entrepreneur devra tenir à jour et faire viser aux rendez-vous de chantier un tableau sur lequel seront inscrites les intempéries.

Ces documents seront transmis au Maître d'œuvre.

21. DOCUMENTS DE CHANTIER

Chaque entrepreneur fournira un exemplaire de l'ensemble des documents suivants :

- Un dossier Marché complet,
- Liste des plans,
- Plans d'exécution tenus à jour.

Qui resteront au bureau de chantier à la disposition du Maître d'œuvre. Ces documents pourront être consultés aux rendez-vous de chantier.

Chaque entrepreneur fournira un classeur, avec des intercalaires, destiné au regroupement des documents techniques des matériaux proposés et devra la mise à jour régulière de ce dossier.

Seront regroupés par chapitre, les fiches techniques des matériaux, les PV d'essais, les Avis Techniques, la liste des plans de l'entreprise.

22. LEVAGES

Les prescriptions du PGCSPS sont à appliquer par tous les intervenants sur le chantier.

La fourniture, le montage, la location, et les appareils de levage éventuels sont à la charge et sous la responsabilité de l'entrepreneur qui devra se conformer à la Réglementation et aux Normes les concernant et se référer aux indications contenues dans le PGCSPS.

L'entrepreneur aura à la charge la sécurité générale du chantier.

23. COORDINATION ET PILOTAGE

Sans objet.

24. ORGANISATION COLLECTIVE ET MATERIELLE DU CHANTIER

Toutes les diligences à l'organisation matérielle et collective du chantier incombent à l'entrepreneur.

A cet effet, il appliquera les dispositions prévues au Plan général de coordination de Sécurité et protection de la Santé.

25. TRANCHEES, PERCEMENTS, TROUS, SCELLEMENTS, FIXATIONS, CALFEUTREMENTS ET RACCORDS

Sans objet.

26. EPUISEMENTS (éventuels)

Sans objet.

27. EVACUATION PROVISOIRE DES EAUX PLUVIALES (éventuelles)

Sans objet.

28. BRANCHEMENTS PROVISOIRES

Sans objet.

29. VOIES D'ACCES

Sans objet.

30. SANITAIRES DE CHANTIER

Sans objet.

31. LOCAUX ET BARAQUEMENTS DE CHANTIER

Sans objet.

32. TELEPHONE - MODEM

Sans objet.

33. CLOTURE ET PALISSADE DE CHANTIER

Sans objet.

34. FERMETURES PROVISOIRES DES BATIMENTS

Sans objet.

35. GARDIENNAGE

Sans objet.

36. PANNEAU DE CHANTIER - PUBLICITE

Sans objet.

37. IMPLANTATIONS DES OUVRAGES

L'implantation des ouvrages se fera par un géomètre agréé.

38. TRAITS DE NIVEAU

Sans objet.

39. PHOTOS

Sans objet.

40. NETTOYAGE DU CHANTIER

Le chantier devra être nettoyé quotidiennement et tenu constamment en état de propreté conformément à la note d'organisation de chantier.

40.1 REMISE EN ETAT DES ABORDS

Sans objet.

41. COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

L'opération sera réalisée en tenant compte des nouvelles dispositions de sécurités et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la loi n°93 1418 du 31 décembre 1993 et du décret d'application n°94 1159.

Les entreprises devront répondre à l'appel d'offres en tenant compte des modalités d'organisation issues de ce texte.

Il est désigné un coordonnateur dont la fonction est d'organiser la coordination en sécurité et protection de la santé entre les différents intervenants du chantier.

Dans ce cadre, les rôles qui sont dévolus à ce coordinateur et qui impliquent les entreprises du chantier, sont indiqués dans le plan Général de Coordination (PGC) fourni en annexe.

Les entrepreneurs doivent donc impérativement prendre en compte les éléments d'information détaillés de ce document, tout en sachant que le PGC pourra faire l'objet de modifications et compléments en cours de chantier.